



OBSERVATOIRE 2014 CAP RETRAITE

La France face à la pénurie de maisons de retraite



Situation actuelle et à venir, à l'échelle régionale et départementale



La France face à la pénurie de maisons de retraite

SYNTHESE 4

OBSERVATOIRE 9

Le vieillissement de la population française 10

- Situation démographique actuelle des personnes âgées de plus de 80 ans
- Évolution démographique prévue en 2040

État de la prise en charge en structures d'hébergement médicalisées 12

- Offre de lits en structures médicalisées en 2012
- État de la médicalisation des structures à l'heure actuelle

L'inadéquation entre les ressources des foyers et les tarifs en ehpad 16

- Tarifs mensuels d'hébergement en Ehpad
- Comparaison entre les revenus des foyers de retraités et les tarifs des Ehpad

ANNEXES 19

- Tableaux des données
- Exemple de fiche régionale
- Exemple de fiche départementale
- Méthodologie et sources

Édito

Depuis 20 ans, Cap Retraite partage le vécu des familles prenant en charge un proche âgé. En plus de la détresse et de l'épuisement, les familles sont très souvent confrontées aux longues **listes d'attente** des maisons de retraite.

L'équipe de Cap Retraite a voulu étudier ce phénomène de façon plus large et examiner le déséquilibre actuel et les projections pour les 25 prochaines années. Et, puisque la maison de retraite est un **service local**, nous avons mené cette étude à **l'échelle régionale et départementale**. Nous vous en livrons ici les conclusions.

La **pression démographique**, liée à l'allongement de l'espérance de vie, est un véritable raz de marée qui se déploie sur plusieurs décennies et nous oblige à repenser entièrement les **arbitrages générationnels et la responsabilité sociétale inhérente au vieillissement**. Une très forte **disparité territoriale** est constatée. Dans certains départements, tous les risques se conjuguent: vieillissement exacerbé, parc de maisons de retraite particulièrement insuffisant et écart quasi insurmontable entre les budgets des personnes âgées et les tarifs des établissements.

Ces situations extrêmes contribueront à modeler le visage de la France en 2040.

Du coté des familles, on observera certainement des regroupements, le départ des personnes âgées vers des zones plus privilégiées. Par ailleurs, les proches participeront plus encore à la prise en charge des dépenses d'hébergement de leur parent âgé. Du coté de l'Etat, la **réforme territoriale** prend forme et annonce des changements significatifs tant dans l'arbitrage régional que dans l'attribution des budgets dépendance. Les ouvertures de maisons de retraite se concentreront dès lors dans certaines régions clés devant rattraper leur retard.

En espérant que ces efforts suffiront à combler les manques observés, pour le bien-être de nos aînés.



Bernard Lasry,
Fondateur de Cap Retraite

La France face à la pénurie de maisons de retraite

La France vieillit.

D'ici 25 ans, le nombre de personnes âgées de plus de 80 ans aura augmenté de 94%, pour atteindre près de 7 millions de personnes en 2040 .

L'analyse de cette situation révèle de profondes disparités au sein du territoire français. Département par département, Cap Retraite s'est livré à une étude approfondie pour répondre aux questions clés :

- Quels départements seront les plus touchés par le vieillissement de leur population ?
- Où la pénurie de maisons de retraite risque d'être la plus prononcée ?
- L'offre est-elle adaptée aux besoins de médicalisation et de prise en charge du grand âge ?
- Dans quels départements les familles auront le plus de difficulté à financer leur séjour en maison de retraite ?

» Chiffres clés des départements français

➔ Vieillissement de la population française

A l'horizon 2040, le nombre de personnes âgées de plus 80 ans en France aura augmenté de 94%.

Les départements les plus touchés par le vieillissement seront la **Haute Savoie** (+150%), la **Seine et Marne** (+143%), l'**Ain** (+138%) et la **Vendée** (+131%).

↳ *La carte 1 présente l'évolution du vieillissement selon les départements.*

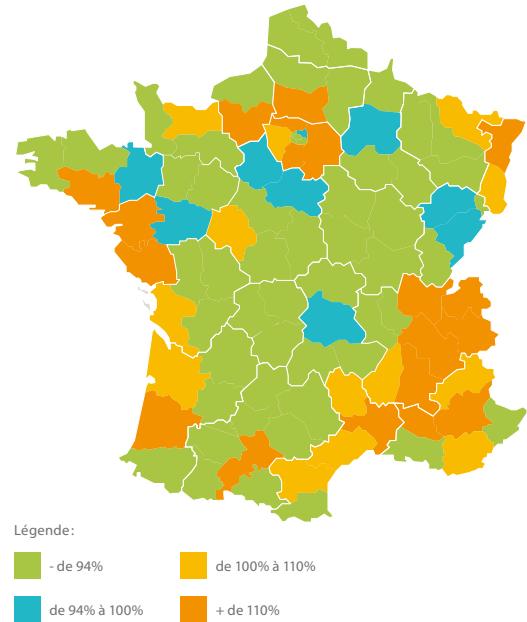
➔ Etat de la prise en charge en structure d'hébergement

L'offre de maisons de retraite en France est actuellement d'un 16 lits pour 100 personnes âgées de plus de 80 ans.

Certains départements font face à une pénurie de structures encore plus inquiétante, comme **Paris** (5 lits pour 100 personnes âgées), le **Territoire-de-Belfort** et la **Haute-Marne** (7 lits pour 100 personnes âgées) et la **Seine-Maritime** (9 lits pour 100 personnes âgées).

CARTE 1

Evolution de la population des 80 ans et plus entre 2012 et 2040



Pour conserver le ratio actuel de 16 lits pour 100 personnes âgées, il faudra créer plus de 540 000 lits en maisons de retraite, en 2040. Ce besoin pourra être atténué grâce à l'amélioration du maintien à domicile et à l'entrée plus tardive en maison de retraite.

Les départements où il faudra créer le plus grand nombre de lits, sont la Gironde (18 571 lits), la Loire-Atlantique (17 436 lits) et les Bouches-du-Rhône (14 494 lits).

↳ *La carte 2 décrit le nombre de lits à créer d'ici 2040, en conservant l'équilibre actuel.*

La part des structures médicalisées de type Ehpad constitue actuellement 76 % de l'ensemble du parc des établissements d'hébergement français.

Les régions où le parc est le plus médicalisé sont le Languedoc-Roussillon (88 %), l'Auvergne (88 %) et la Bourgogne (86 %).

➔ Tarif et capacité de financement d'un séjour en maison de retraite par les retraités

Le tarif hébergement moyen d'un Ehpad en France est de 1 769 € par mois.

Ce coût est nettement plus élevé à Paris (3 294 € par mois), dans les Hauts-de-Seine (2 806 € par mois), et les Yvelines (2 562 € par mois),

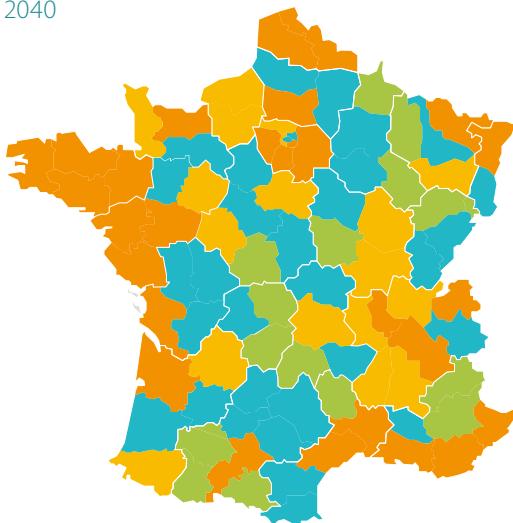
Il est le plus bas en Vendée (1 342 € par mois) et dans la Meuse (1 342 € par mois).

Lorsque les revenus ne permettent pas l'accès à une maison de retraite proche de leur domicile, les familles peuvent faire le choix d'un éloignement géographique.

↳ *Le tableau 1 présente quelques exemples d'économies réalisables par une famille en s'éloignant du domicile.*

CARTE 2

Estimation du besoin en lits en Ephad à l'horizon 2040



Légende:
- de 2500 lits de 2500 à 5000 lits de 5000 à 7500 lits + de 7500 lits

TABLEAU 1

Economies réalisées grâce à l'éloignement

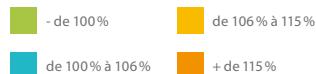
Lieu de recherche	Tarif moyen dans le lieu de recherche	Eloignement	Tarif moyen dans lieu d'éloignement	Économie réalisée
Paris	3 294 €	Essonne (à 40 km)	2 257 €	31 %
		Oise (à 70 km)	1 891 €	42 %
Hauts-de-Seine	2 806 €	Val d'Oise (à 40 km)	2 379 €	15 %
		Essonne (à 50 km)	2 257 €	20 %
Yvelines	2 562 €	Essonne (à 40 km)	2 257 €	12 %
		Eure-et-Loire (à 60 km)	1 830 €	28 %
Val-de-Marne	2 318 €	Oise (à 40 km)	1 891 €	18 %
		Loiret (à 75 km)	1 769 €	24 %
Seine-Saint-Denis	2 440 €	Oise (à 60 km)	1 891 €	22 %
		Aisne (à 70 km)	1 830 €	25 %

Exemple: À Paris le tarif mensuel moyen en Ehpad est de 3294€. Dans une maison de retraite en Essonne (à 40 km), une famille peut réaliser une économie de 31%.

Le coût d'un séjour en maison de retraite en France pour une personne âgée, sans aides extérieures, s'élève en moyenne à **106 %** des ressources mensuelles d'un foyer de retraités. Ce budget représente 154 % des ressources mensuelles en **Seine-Saint-Denis**; 148% à **Paris**, 133 % dans les **Alpes-Maritimes** et 131 % dans les **Bouches-du-Rhône**.

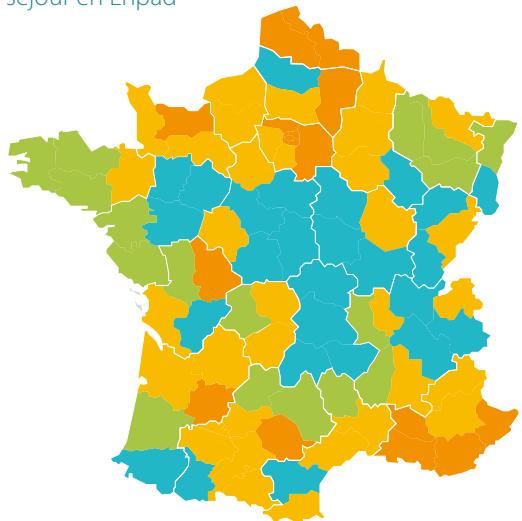
↳ *La carte 3 présente les écarts entre les tarifs d'hébergement en Ehpad et les revenus des foyers de retraités par département.*

Légende :



CARTE 3

Part des revenus d'un foyer de retraités alloué au séjour en Ehpad



» 3 profils de régions : 3 défis associés

En fonction des données rassemblées dans cette étude, Cap Retraite a analysé la situation des régions françaises en fonction des critères suivants :

- volume de la population âgée de 80 ans et plus aujourd'hui
- évolution prévue de la population âgée de 80 ans et plus, à l'horizon 2040
- offre de lits en maisons de retraite
- médicalisation de l'offre actuelle
- tarifs mensuel d'hébergement en Ehpad
- ressources des foyers de retraités.

Cette analyse a permis d'établir 3 profils types de région face au problème de la pénurie de maisons de retraite.

↳ *Voir le tableau 2 des profils de régions*

➔ Ile-de-France, Rhône-Alpes ou encore Provence-Alpes-Côte-d'Azur...

Ces régions dites à "risque élevé" où tous les voyants sont au "rouge" font état d'un **déséquilibre à tous les niveaux**: demande très forte et en hausse, offre insuffisante et inadaptée, budget des retraités totalement absorbé par le financement de la maison de retraite. C'est dans ces territoires que la politique de prise en charge des personnes âgées dépendantes doit devenir une **priorité**. Il est impératif de mettre l'accent à la fois sur le **maintien à domicile** pour maîtriser la demande,

sur une politique de **création d'établissements** dynamique, et sur des **subventions importantes** pour adapter les tarifs des établissements aux budgets des foyers. Cap Retraite estime que l'offre de maison de retraite devra y évoluer fortement et de manière régulière à raison de 2 à 2.5 % par an, soit une croissance comprise entre 52 % et 65 % d'ici 2040.

→ Languedoc-Roussillon, Alsace et Limousin

Trois exemples de régions dites "en difficulté". La situation y est aujourd'hui mitigée mais reste acceptable en dépit de forts déséquilibres en termes d'offre de lits et de financement du séjour. L'accroissement de la population se conjugue toutefois aux problèmes budgétaires; et il sera nécessaire d'agir sans tarder pour éviter une situation de crise. Cap Retraite évalue l'effort à fournir en termes d'offre de maisons de retraite de 1.5 à 2 % de façon annuelle, pour atteindre une augmentation de 40 % à plus de 50 % dans les 25 prochaines années.

→ Pays de la Loire, la Bretagne et l'Aquitaine

Ces régions apparaissent comme des territoires "d'équilibre", leur situation est relativement meilleure qu'au niveau national. La pénurie de maisons de retraite s'y fera toutefois tout autant ressentir si des actions ne sont pas mises en œuvre dès à présent.

Pour ces régions, on peut néanmoins escompter que les progrès en terme de maintien à domicile permettront d'absorber une partie conséquente de l'accroissement de la demande. De ce fait, **une croissance de l'offre de maison de retraite de 1 à 1.5 % par an pourrait être suffisante**, ce qui porterait l'augmentation à 40 % en 2040.

TABLEAU 2

Tableau des profils de régions

Régions	Nb. de pers. âgées de 80 ans et plus en 2012	Croissance des 80 ans et plus d'ici 2040	Offre de lits	Médicalisation du Parc	Tarifs Moyen Ephad	Financement du séjour
Données nationales	3 524 258	6 825 276	1 lit/6 pers. âgées de 80 ans et +	76%	1769€	106%
Zones à risque élevé	Ile-de-France, Rhône-Alpes, PACA, Nord-Pas de-Calais	👉	👉	👉	👉	👉
	Haute-Normandie	👉	👉	👉	👉	👉
Zones en difficulté	Midi-Pyrénées, Languedoc-Roussillon	👉	👉	👉	👉	👉
	Limousin, Franche-Comté, Alsace, Picardie, Champagne-Ardennes	👉	👉	👉	👉	👉
Zones d'équilibre	Pays de La Loire, Bretagne, Aquitaine, Poitou-Charente, Basse-Normandie	👉	👉	👉	👉	👉
	Centre, Bourgogne, Auvergne, Lorraine	👉	👉	👉	👉	👉

Légende :

👉 Situation moins favorable qu'au niveau national

👉 Situation proche des moyennes nationales

👉 Situation plus favorable qu'au niveau national

» Les actions à entreprendre

Création de lits en Ehpad à l'horizon 2040

Cap Retraite a réalisé une **projection des besoins en Ehpad à l'horizon 2040**.

Ces besoins ont été évalués au niveau départemental, au regard du nombre de lits disponibles par personne âgée en 2012.

↳ *La carte 2 (page 3) présente le nombre de lits à créer par département à horizon 2040, en respectant leur ratio actuel.*

Soutien financier aux foyers de retraités

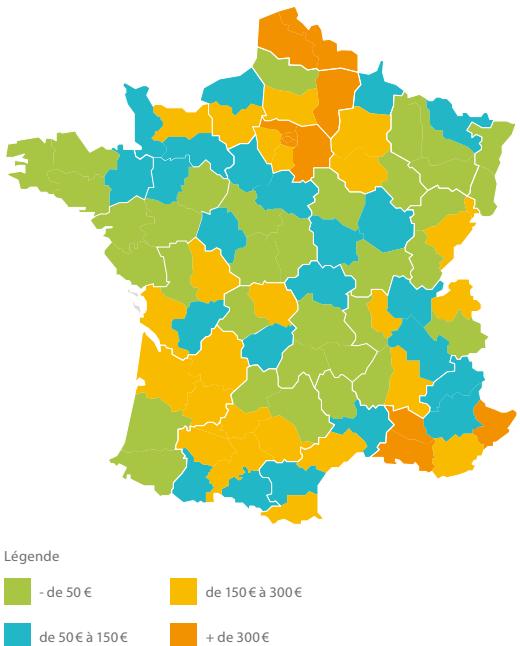
Actuellement, un foyer de retraités alloue en moyenne **106% de ses revenus** au financement d'un séjour en maison de retraite. Pour alléger les foyers et leur permettre d'envisager la prise en charge de leur proche, une **aide financière supplémentaire** de l'Etat serait indispensable.

En complément de cet effort gouvernemental, il conviendrait de **réduire les tarifs d'hébergement** en Ehpad grâce à une **baisse du coût des terrains de construction**.

↳ *La carte 4 présente le manque budgétaire à combler pour assurer le financement d'un séjour en Ehpad.*

CARTE 4

Soutien financier à allouer aux foyers de retraités



» Conclusion

Les déséquilibres régionaux et départementaux sont tels qu'ils ne pourront se résoudre sans une intervention à l'échelle nationale.

Au-delà de la question globale de la prise en charge du vieillissement, se pose la question de l'**harmonisation de la situation sur l'ensemble du territoire**. Pour y parvenir, il est impératif de privilégier les zones aujourd'hui les plus en difficulté - comme la Haute-Normandie et l'Ile-de-France - en accordant de façon prioritaire les budgets et les autorisations de création d'établissements.

Déplacer le financement de la prise en charge de la dépendance au niveau national tout en conservant un soutien opérationnel local semble donc **incontournable**.

C'est dans ce cadre que des solutions intermédiaires au séjour en Ehpad et au maintien à domicile, pourront se développer au mieux. D'ici 25 ans, les nouvelles technologies au service du grand âge, l'essor des résidences et des villages seniors devraient trouver **une place de choix** au sein d'une offre territoriale de prise en charge, qui nous l'espérons prendra rapidement la voie de l'**harmonisation**.

Observatoire

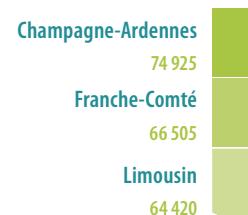
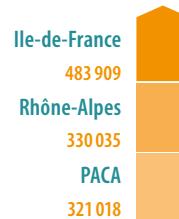
Le vieillissement de la population française

La France comptait **3 524 258 personnes âgées** de plus de 80 ans en 2012, selon l'INSEE. Ces personnes âgées sont souvent fragiles, atteintes de pathologies liées au vieillissement, et nécessitent une prise en charge spécifique sur le plan médical. À l'**horizon 2040**, cette population devrait **augmenter de plus de 94 %**, pour atteindre **6 825 276 personnes**. Il est important de noter que les régions et départements français ne sont pas homogènes, et que ce phénomène induit de **fortes disparités** au niveau local.

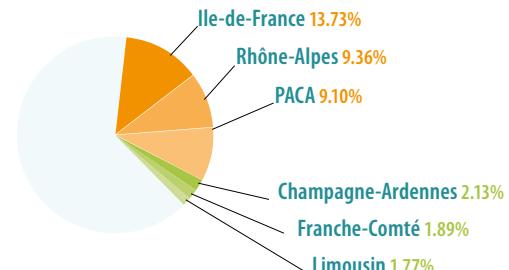
» Situation démographique actuelle des personnes âgées de plus de 80 ans



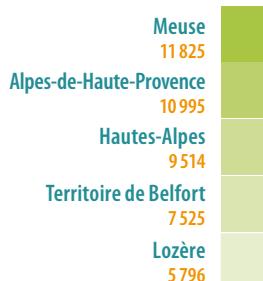
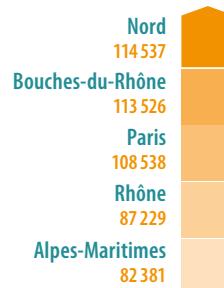
Classement des régions les plus et moins peuplées par les 80 ans et plus



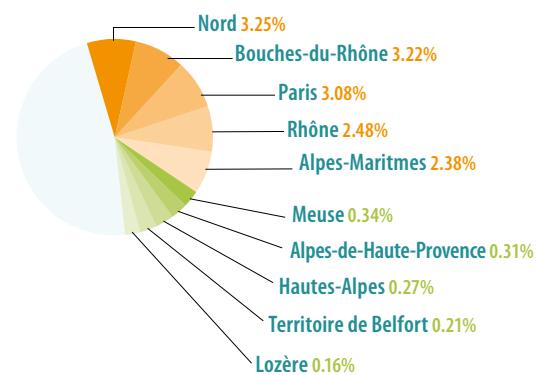
Répartition régionale des 80 ans et plus par rapport à la population totale des 80 ans et plus en France



Classement des départements les plus et moins peuplés par les 80 ans et plus



Répartition départementale des 80 ans et plus par rapport à la population totale des 80 ans et plus en France



Légende

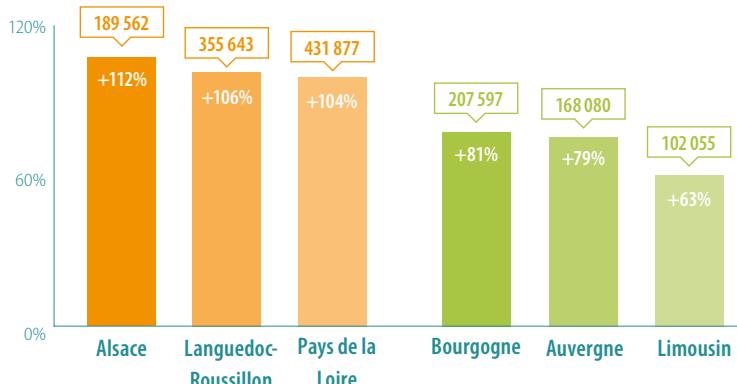
 Régions/départements les plus peuplés

 Régions/départements les moins peuplés

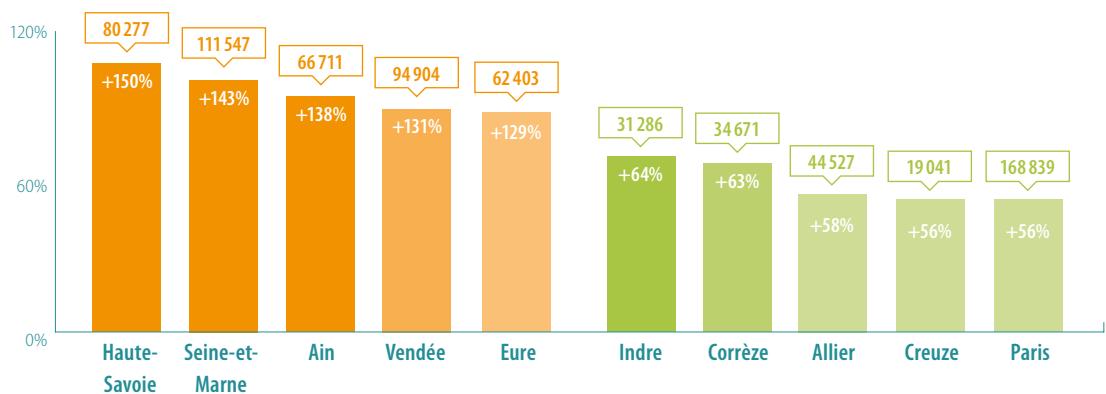
» Évolution démographique prévue en 2040



Classement des **régions** connaissant la **plus et moins** forte croissance démographique des 80 ans et plus entre 2012 et 2040



Classement des **départements** connaissant la **plus et moins** forte croissance démographique des 80 ans et plus entre 2012 et 2040



» À retenir

- La population nationale des 80 ans et plus **augmentera de 94 %** d'ici 2040.
- En 2012, c'est en **Ile-de-France, Rhône-Alpes et PACA**, grands centres urbains, que la population âgée de 80 ans et plus est la plus nombreuse.
- Pourtant, en 2040, l'augmentation la plus élevée concerne les régions moyennement peuplées que sont **l'Alsace et le Languedoc-Roussillon**.
- Les besoins de chaque territoire se modifient. La France doit relever le défi en s'adaptant aux profondes mutations prévues dans les 25 prochaines années au sein de chacun de ses territoires.

Sources :

(1) Insee, *Estimation de la population par département, sexe et âge quinquennal, 2012*

(2) Insee, *Omphale 2010 (projection de la population départementale et régionale à l'horizon 2040 réalisée avec le modèle Omphale 2010 selon le scénario central)*

État de la prise en charge en structures d'hébergement médicalisées

On dénombre aujourd'hui **7 833 structures d'hébergement médicalisées⁽¹⁾** en France, soit au niveau national **16 lits pour 100 personnes** de 80 ans et plus. En rapportant ce chiffre, au nombre de personnes âgées déjà en perte d'autonomie et bénéficiaires de l'APA*, un total de **50 lits pour 100 personnes** âgées est constaté.

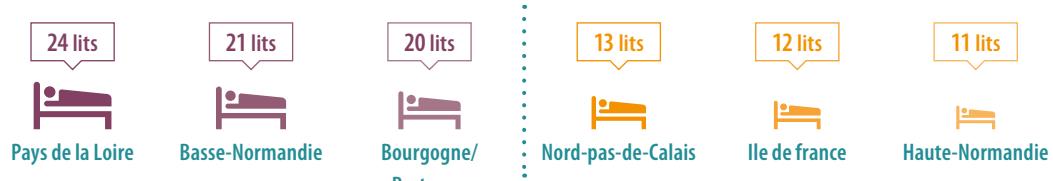
Sans une augmentation notable du nombre de lits, et dans le cas où des solutions alternatives ne sauraient être trouvées, la hausse du nombre de personnes âgées dépendantes prévue en 2040, entraînera une carence critique de place en Ehpad.^{**}

» Offre de lits en structures médicalisées en 2012

♦ Offre de lits en Ehpad pour les plus de 80 ans



Régions dotées du plus grand et du plus petit nombre de lits en Ehpad,
pour 100 personnes âgées de 80 ans et plus.⁽²⁾



♦ Zoom sur les bénéficiaires de l'APA⁽³⁾



Régions dotées du plus grand et du plus petit nombre de lits en Ephad,
pour 100 personnes âgées bénéficiant de l'APA.⁽²⁾



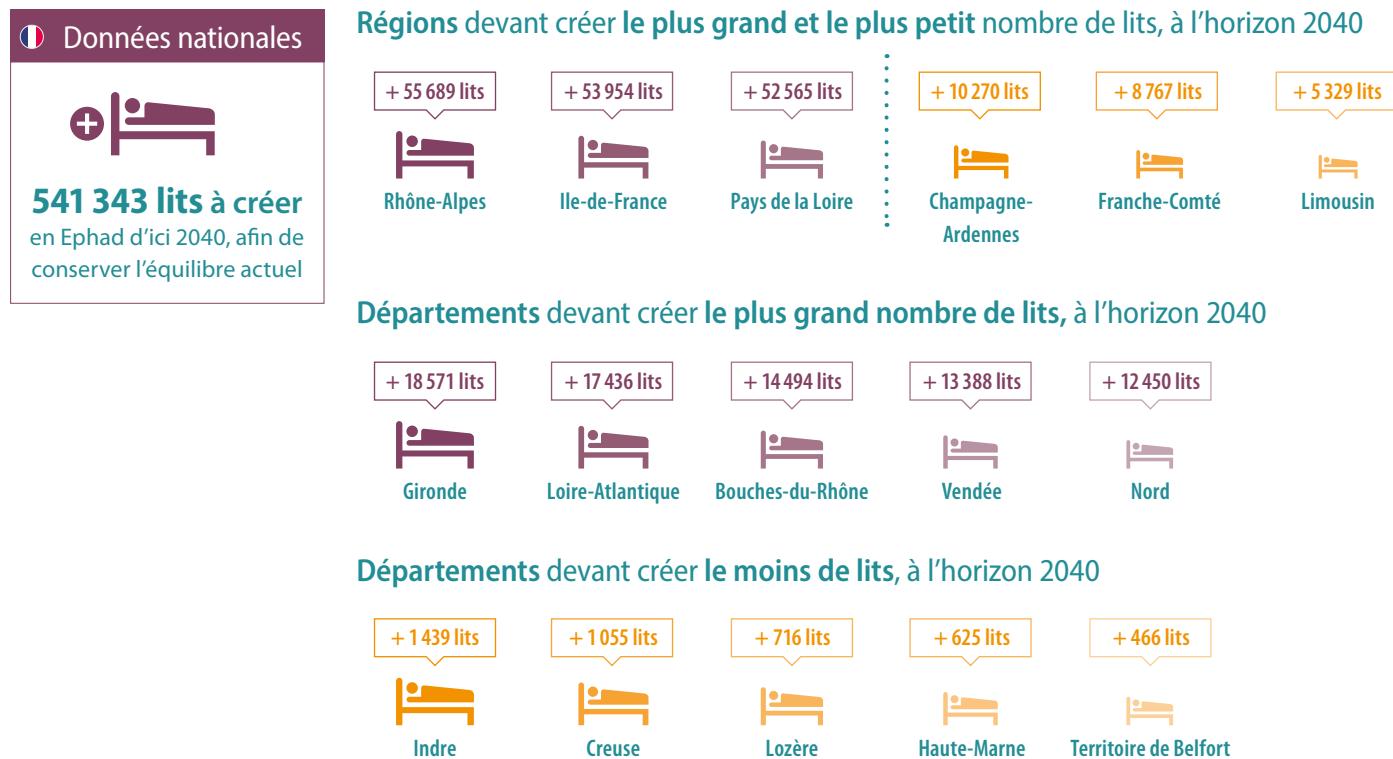
Légende

Régions dotés du plus petit nombre de lits

Régions dotés du plus grand nombre de lits

► Prévision de l'offre de lits en Ehpad en 2040, au regard des projections démographiques⁽⁴⁾

Pour conserver le ratio actuel de 16 lits pour 100 personnes âgées de 80 ans et plus, il faudra créer **541 343 lits** en EHPAD d'ici 2040 en France.



» À retenir

- On dénombre aujourd'hui **16 lits pour 100 personnes âgées** de 80 ans et plus, au niveau national.
- En 2012, le **Nord-pas-de-Calais**, la **Haute-Normandie** et l'**Ile-de-France** sont les régions proposant **l'offre de lits la moins développée** pour les 80 ans et plus et pour les bénéficiaires de l'APA.
- En 2040, en conservant l'équilibre actuel d'offre de lits dans chaque territoire, c'est en **Rhône-Alpes**, en **Ile-de-France** et dans les **Pays-de-la-Loire** que l'**effort à fournir** sera le plus important.
- Aucun territoire** ne propose suffisamment de lits en Ehpad à ce jour. Les zones à forte densité démographique, devront plus que toutes autres, développer leur offre de lits et trouver des alternatives à la prise en charge en hébergement.

*L'apa est l'aide attribuée par l'état aux personnes âgées de plus de 60 ans, en situation de perte d'autonomie selon leur niveau de dépendance (Gir 1 à 6). 1 161 701 personnes bénéficiaient de l'APA (domicile et établissement) en 2011.

**EHPAD : Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes

Sources:

(1) DREES, données FINLESS et données enquête EHPA 2011 corrigées par les ARS. (Ehpad et Usld)

(2) INSEE, Estimation de la population par département, sexe et âge quinquennal, 2012 / Cap Retraite 2013

(3) DREES, Bénéficiaires de l'APA : données 2011 (nouvelle série) / Cap Retraite 2013

(4) INSEE, Omphale 2010 / Cap Retraite 2013

» État de la médicalisation des structures à l'heure actuelle

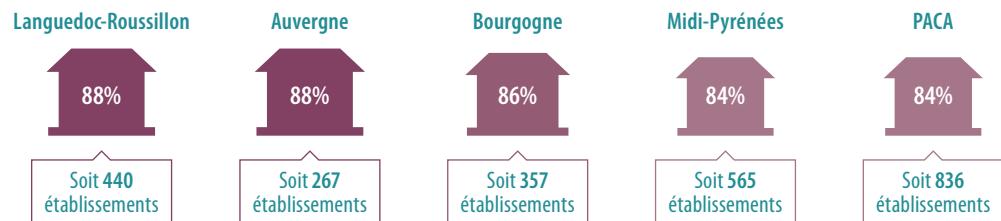
L'âge moyen d'entrée en maison de retraite, de 85 ans aujourd'hui, ne cesse d'augmenter.

L'amélioration de la qualité des services d'aide à domicile et le meilleur traitement des pathologies liées au vieillissement permettent notamment aux personnes âgées de rester de plus en plus longtemps chez elles, conformément à leur souhait. Près de 700 000 personnes reçoivent en outre une aide de l'APA permettant ce maintien à domicile.

Les Ehpad font donc face à un profil de résidents de plus en plus dépendants (70 % des résidents ont un GIR inférieur à 3 en 2012⁽¹⁾), aux besoins très spécifiques en matière de médicalisation et de prise en charge. En **2012, 76 %** des établissements d'hébergement pour personnes âgées sont médicalisés et bénéficient du statut d'Ehpad ou d'Usld.



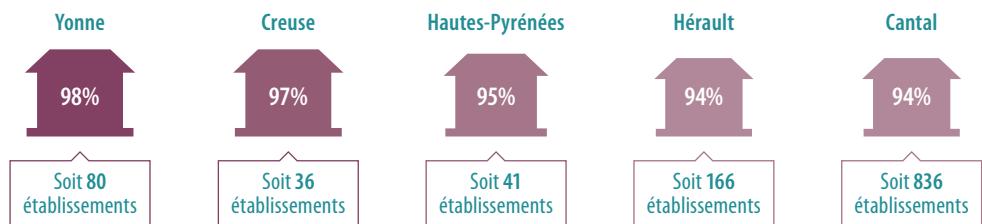
Régions possédant la part de structures médicalisées⁽²⁾ la plus élevée par rapport à l'ensemble des établissements d'hébergement



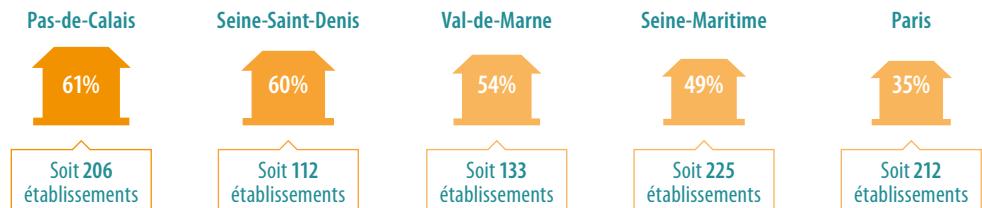
Régions possédant la part de structures médicalisées⁽²⁾ la moins élevée par rapport à l'ensemble des établissements d'hébergement



Départements possédant la part de structures médicalisées⁽²⁾ la plus élevée par rapport à l'ensemble des établissements d'hébergement



Départements possédant la part de structures médicalisées⁽²⁾ la moins élevée par rapport à l'ensemble des établissements d'hébergement



» À retenir

- En France, 76 % des structures d'hébergement pour personnes âgées sont **médicalisées**.
- Avec 84 % d'Ehpad, le **Languedoc-Roussillon, l'Auvergne, la Bourgogne, PACA et la région Midi-Pyrénées** possèdent les parcs de maison de retraite les plus médicalisés.
- Dans les régions plus fortement peuplées que sont la **Haute-Normandie et l'Ile-de-France**, l'offre est moins médicalisée avec une part inférieure à 62 %.
- L'inégalité de prise en charge médicale des aînés rend nécessaire la **création de structures d'hébergement médicalisées adaptées à chaque territoire**.

Sources:

(1) DREES, données FINESS et données enquête EHPA 2011 corrigées par les ARS.

(2) Fichier Finess, extrait 2012 - Cap Retraite 2013

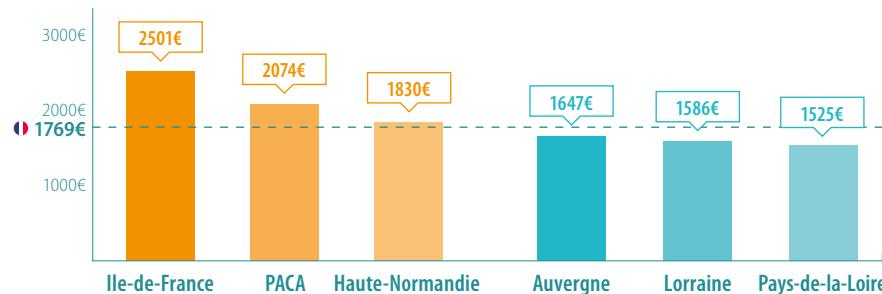
L'inadéquation entre les ressources des foyers et les tarifs en Ehpad

Depuis la loi de 2002, le tarif des Ehpad est réglementé et encadré par les Conseils Généraux. Le coût de l'hébergement* ne peut que très rarement être pris en charge intégralement par la personne âgée elle-même. Un simple calcul le montre : le tarif hébergement moyen est de 1769 € par mois, pour un revenu de 1617 € par mois, en moyenne, en France par foyer de retraités. Soit 106% de leurs revenus (hors aides).

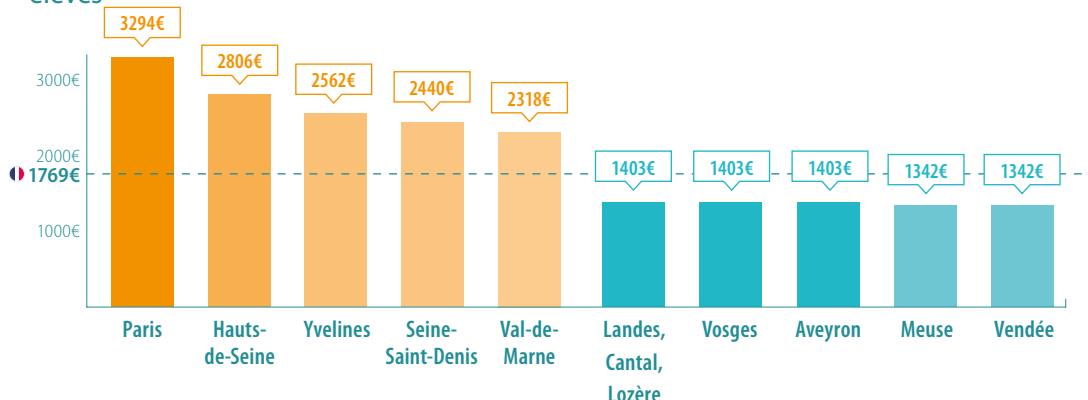
» Tarifs mensuels d'hébergement en Ehpad **



Régions disposant des tarifs moyens mensuels d'hébergement⁽¹⁾ les plus et moins élevés



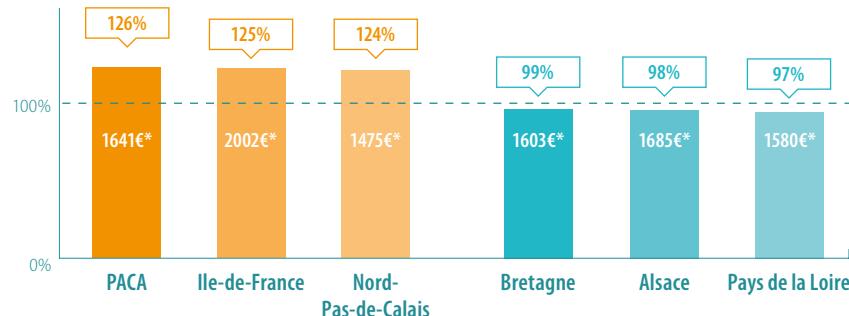
Départements disposant des tarifs moyens mensuels d'hébergement⁽¹⁾ les plus et moins élevés



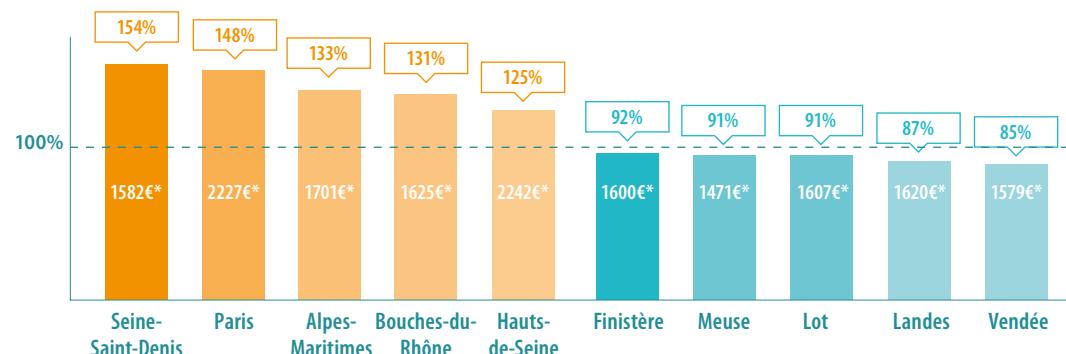
» Comparaison entre les revenus des foyers de retraités et les tarifs des Ehpad



Part des revenus mensuels moyens allouée au financement d'un séjour en Ehpad par un foyer moyen de retraités, par région



Part des revenus mensuels moyens allouée au financement d'un séjour en Ehpad par un foyer moyen de retraités, par département



*Revenus mensuels moyen d'un foyer de retraités dans la région ou le département

» À retenir

- Le tarif hébergement moyen d'un Ehpad, en France, est de 1 769 € par mois, ce qui représente en moyenne **106 % des revenus d'un foyer de retraités**.
- Les foyers de retraités du **Nord-pas-de-Calais**, **d'Ile-de-France** et de la région **PACA**, sont les plus en difficulté avec une part supérieure à 124% des revenus attribués au financement d'un séjour en Ehpad.
- C'est dans les départements d'**Île de France** que ces écarts sont les plus importants: jusqu'à **154 %** des revenus sont attribués à ce financement.
- Ces données impliquent que les revenus moyens d'un foyer de retraité ne permettent que rarement une prise en charge en établissement **sans financement extérieur**.

^{*} Le coût d'un séjour se divise en trois catégories : le tarif hébergement, sur lequel se base cette analyse, le tarif dépendance pris en charge par l'APA et le tarif soins, couvert par l'Assurance Maladie.

^{**} Tarifs moyens des Ehpad, tous statuts confondus en France en 2013

Sources :

(1) Cap Retraite 2013

(2) Source : DGI, IRCCOM 2011 - Revenus des retraites et pensions par foyer, par département.



Annexes

» Évolution démographique de la population des 80 ans et plus entre 2012 et 2040

	Les 80 ans et + en 2012	% des 80 ans et + sur les 80 ans et + de France	Les 80 ans et + en 2040	Augmentation entre 2012 et 2040		Les 80 ans et + en 2012	% des 80 ans et + sur les 80 ans et + de France	Les 80 ans et + en 2040	Augmentation entre 2012 et 2040
NATIONAL	3 524 258	100%	6 825 276	94%	LANGUEDOC-ROUSSILLON	172 658	4,90%	355 643	106%
ALSACE	89 615	2,54%	189 562	112%	AUDE	26 688	0,76%	54 377	104%
BAS-RHIN	51 308	1,46%	110 577	116%	GARD	42 416	1,20%	93 097	119%
HAUT-RHIN	38 307	1,09%	78 985	106%	HÉRAULT	63 732	1,81%	131 036	106%
AQUITAINE	217 822	6,18%	428 751	97%	LOZÈRE	5 796	0,16%	12 038	108%
DORDOGNE	35 046	0,99%	64 921	85%	PYRÉNÉES-ORIENTALES	34 026	0,97%	65 095	91%
GIRODNE	82 381	2,34%	169 075	105%	LIMOUSIN	62 420	1,77%	102 055	63%
LANDES	26 409	0,75%	57 810	119%	CORRÈZE	21 323	0,61%	34 671	63%
LOT-ET-GARONNE	26 602	0,75%	47 699	79%	CREUSE	12 171	0,35%	19 041	56%
PYRÉNÉES-ATLANTIQUES	47 384	1,34%	89 247	88%	HAUTE-VIENNE	28 926	0,82%	48 344	67%
AUVERGNE	93 708	2,66%	168 080	79%	LORRAINE	125 116	3,55%	236 627	89%
ALLIER	28 168	0,80%	44 527	58%	MEURTHE-ET-MOSSELLE	39 396	1,12%	67 681	72%
CANTAL	12 722	0,36%	21 327	68%	MEUSE	11 825	0,34%	21 199	79%
HAUTE-LOIRE	15 575	0,44%	29 648	90%	MOSSELLE	50 183	1,42%	103 168	106%
PUY-DE-DÔME	37 243	1,06%	72 579	95%	VOSGES	23 712	0,67%	44 579	88%
 BASSE-NORMANDIE	96 480	2,74%	185 507	92%	MIDI-PYRÉNÉES	194 671	5,52%	366 929	88%
CALVADOS	39 924	1,13%	80 958	103%	ARIÈGE	11 847	0,34%	21 973	85%
MANCHE	35 378	1,00%	65 705	86%	AVEYRON	24 208	0,69%	40 368	67%
ORNE	21 178	0,60%	38 843	83%	HAUTE-GARONNE	61 217	1,74%	129 423	111%
BOURGOGNE	115 001	3,26%	207 597	81%	GERS	15 996	0,45%	28 533	78%
CÔTE-D'OR	31 793	0,90%	59 935	89%	LOT	15 148	0,43%	28 416	88%
NIÈVRE	18 630	0,53%	31 550	69%	HAUTES-PYRÉNÉES	19 107	0,54%	32 964	73%
SAÔNE-ET-LOIRE	41 114	1,17%	72 501	76%	TARN	30 338	0,86%	53 289	76%
YONNE	23 464	0,67%	43 612	86%	TARN-ET-GARONNE	16 810	0,48%	31 962	90%
BRETAGNE	200 200	5,68%	393 649	97%	NORD-PAS-DE-CALAIS	185 704	5,27%	347 127	87%
CÔTES-D'ARMOR	43 709	1,24%	80 498	84%	NORD	114 537	3,25%	212 946	86%
FINISTERE	57 990	1,65%	108 146	86%	PAS-DE-CALAIS	71 167	2,02%	134 181	89%
ILLE-ET-VILAINE	52 180	1,48%	102 408	96%	PAYS DE LA LOIRE	212 087	6,02%	431 877	104%
MORBBIAN	46 321	1,31%	102 597	121%	LOIRE-ATLANTIQUE	67 501	1,92%	141 536	110%
CENTRE	164 426	4,67%	308 289	87%	MAINE-ET-LOIRE	46 483	1,32%	90 173	94%
CHER	22 518	0,64%	38 765	72%	MAYENNE	20 733	0,59%	37 673	82%
EURE-ET-LOIR	23 771	0,67%	46 700	96%	SARTHE	36 333	1,03%	67 591	86%
INDRE	19 071	0,54%	31 286	64%	VENDÉE	41 037	1,16%	94 904	131%
INDRE-ET-LOIRE	37 101	1,05%	74 060	100%	PICARDIE	92 239	2,62%	186 680	102%
LOIR-ET-CHER	25 034	0,71%	45 504	82%	AISNE	28 804	0,82%	54 299	89%
LOIRET	36 931	1,05%	71 974	95%	OISE	32 950	0,93%	75 355	129%
CHAMPAGNE-ARDENNES	74 925	2,13%	141 237	89%	SOMME	30 485	0,87%	57 026	87%
ARDENNES	15 101	0,43%	28 297	87%	POITOU-CHARENTES	129 102	3,66%	247 465	92%
AUBE	18 348	0,52%	34 822	90%	CHARENTE	26 406	0,75%	48 426	83%
MARNE	28 865	0,82%	57 033	98%	CHARENTE-MARITIME	47 842	1,36%	98 744	106%
HAUTE-MARNE	12 611	0,36%	21 085	67%	DEUX-SÈVRES	26 858	0,76%	47 555	77%
FRANCHE-COMTÉ	66 505	1,89%	128 679	93%	VIENNE	27 996	0,79%	52 740	88%
DOUBS	27 363	0,78%	54 033	97%	PACA	321 218	9,11%	604 403	88%
JURA	17 361	0,49%	32 591	88%	ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	10 995	0,31%	23 103	110%
HAUTE-SAÔNE	14 256	0,40%	28 022	97%	HAUTES-ALPES	9 514	0,27%	19 814	108%
TERRITOIRE DE BELFORT	7 525	0,21%	14 033	86%	ALPES-MARITIMES	83 808	2,38%	141 882	69%
HAUTE-NORMANDIE	96 417	2,74%	191 159	98%	BOUCHES-DU-RHÔNE	113 526	3,22%	206 163	82%
EURE	27 241	0,77%	62 403	129%	VAR	72 175	2,05%	147 360	104%
SEINE-MARITIME	69 176	1,96%	128 757	86%	VAUCLUSE	31 200	0,89%	66 081	112%
ILE-DE-FRANCE	483 909	13,73%	933 185	93%	RHÔNE-ALPES	330 035	9,36%	670 774	103%
PARIS	108 538	3,08%	168 839	56%	AIN	28 067	0,80%	66 711	138%
SEINE-ET-MARNE	45 834	1,30%	111 547	143%	ARDÈCHE	22 622	0,64%	46 264	105%
YVELINES	59 476	1,69%	122 710	106%	DRÔME	28 344	0,80%	62 920	122%
ESSONNE	46 735	1,33%	100 554	115%	ISÈRE	59 040	1,68%	124 737	111%
HAUTS-DE-SEINE	75 062	2,13%	131 339	75%	LOIRE	50 049	1,42%	83 261	66%
SEINE-SAINT-DENIS	49 449	1,40%	97 727	98%	RHÔNE	87 229	2,48%	156 178	79%
VAL-DE-MARNE	57 954	1,64%	108 995	88%	SAVOIE	22 566	0,64%	50 425	123%
VAL-D'OISE	40 861	1,16%	91 476	124%	HAUTE-SAVOIE	32 118	0,91%	80 277	150%

Sources : Insee, Estimation de la population par département, sexe et âge quinquennal, 2012 • Insee, Estimation de la population par département, sexe et âge quinquennal, 2012

» Évolution de l'offre de lits en Ehpad entre 2012 et 2040, par territoire⁽¹⁾

	Nb de Lits EHPAD en 2012	Nb de lits EHPAD /100 bénéficiaires APA	Nb de lits EHPAD /100 pers. 80 ans et + en 2012	Nb de lits EHPAD /100 pers. 80 ans et + en 2040	Création de lits en Ehpad d'ici 2040*		Nb de Lits EHPAD en 2012	Nb de lits EHPAD /100 bénéficiaires APA	Nb de lits EHPAD /100 pers. 80 ans et + en 2012	Nb de lits EHPAD /100 pers. 80 ans et + en 2040	Création de lits en Ehpad d'ici 2040*
NATIONAL	577 953	50	16	8	541 343	LANGUEDOC-ROUSSILLON	25,384	40	15	7	26 902
ALSACE	12 369	39	14	7	13 795	AUDE	4,074	56	15	7	4 227
BAS-RHIN	8 684	45	17	8	10 031	GARD	6,363	42	15	7	7 603
HAUT-RHIN	3 685	31	10	5	3 913	HÉRAULT	9,970	35	16	8	10 529
AQUITAINE	38 668	53	18	9	37 444	LOZÈRE	665	29	11	6	716
DORDOGNE	6 312	51	18	10	5 381	PYRÉNÉES-ORIENTALES	4,312	39	13	7	3 937
GIRONDE	17 647	58	21	10	18 571	LIMOUSIN	8,393	40	13	8	5 329
LANDES	4 096	46	16	7	4 870	CORRÈZE	2,762	39	13	8	1 729
LOT-ET-GARONNE	4 845	57	18	10	3 842	CREUSE	1,870	38	15	10	1 055
PYRÉNÉES-ATLANTIQUES	5 768	44	12	6	5 096	HAUTE-VIENNE	3,761	42	13	8	2 525
AUVERGNE	18 026	53	19	11	14 306	LORRAINE	22,811	52	18	10	20 331
ALLIER	4 896	48	17	11	2 843	MEURTHE-ET-MOSSELLE	5,891	41	15	9	4 230
CANTAL	2 583	59	20	12	1 747	MEUSE	2,014	60	17	10	1 597
HAUTE-LOIRE	3 405	52	22	11	3 077	MOSSELLE	9,182	51	18	9	9 695
PUY-DE-DÔME	7 142	56	19	10	6 776	VOSGES	5,724	73	24	13	5 037
BASSE-NORMANDIE	20 006	60	21	11	18 460	MIDI-PYRÉNÉES	35,485	46	18	10	31 400
CALVADOS	9 036	58	23	11	9 287	ARIÈGE	2,099	51	18	10	1 794
MANCHE	6 662	68	19	10	5 711	AVEYRON	5,774	52	24	14	3 854
ORNE	4 308	54	20	11	3 593	HAUTE-GARONNE	10,110	42	17	8	11 264
BOURGOGNE	22 679	58	20	11	18 261	GERS	2,632	38	16	9	2 063
CÔTE-D'OR	6 567	65	21	11	5 813	LOT	2,967	53	20	10	2 599
NIÈVRE	3 062	48	16	10	2 123	HAUTES-PYRÉNÉES	3,421	44	18	10	2 481
SAÔNE-ET-LOIRE	7 458	50	18	10	5 693	TARN	5,601	53	18	11	4 237
YONNE	5 592	74	24	13	4 802	TARN-ET-GARONNE	2,881	44	17	9	2 597
BRETAGNE	39 327	60	20	10	38 001	NORD-PAS-DE-CALAIS	23,311	30	13	7	20 263
CÔTES-D'ARMOR	9 653	67	22	12	8 125	NORD	14,490	33	13	7	12 450
FINISTÈRE	8 844	46	15	8	7 649	PAS-DE-CALAIS	8,821	26	12	7	7 810
ILLE-ET-VILaine	10 729	65	21	10	10 328	PAYS DE LA LOIRE	50,723	82	24	12	52 565
MORBBIAN	10 101	67	22	10	12 272	LOIRE-ATLANTIQUE	15,897	78	24	11	17 436
CENTRE	27 011	53	16	9	23 633	MAINE-ET-LOIRE	11,700	97	25	13	10 997
CHER	3 965	58	18	10	2 861	MAYENNE	4,690	74	23	12	3 832
EURE-ET-LOIR	4 115	55	17	9	3 969	SARTHE	8,237	78	23	12	7 087
INDRE	2 247	39	12	7	1 439	VENDÉE	10,199	81	25	11	13 388
INDRE-ET-LOIRE	5 313	54	14	7	5 293	PICARDIE	17,337	50	19	9	17 751
LOIR-ET-CHER	4 918	61	20	11	4 021	AISNE	4,682	37	16	9	4 144
LOIRET	6 453	51	17	9	6 123	OISE	8,199	85	25	11	10 552
CHAMPAGNE-ARDENNES	11 604	44	15	8	10 270	SOMME	4,456	35	15	8	3 879
ARDENNES	2 411	33	16	9	2 107	POITOU-CHARENTES	24,749	66	19	10	22 690
AUBE	3 220	48	18	9	2 891	CHARENTE	5,547	64	21	11	4 626
MARNE	5 043	60	17	9	4 921	CHARENTE-MARITIME	8,423	62	18	9	8 962
HAUTE-MARNE	930	25	7	4	625	DEUX-SÈVRES	6,182	83	23	13	4 764
FRANCHE-COMTÉ	9 378	43	14	7	8 767	VIENNE	4,597	59	16	9	4 063
DOUBS	3 322	34	12	6	3 238	PACA	48,009	49	15	8	42 325
JURA	3 185	67	18	10	2 794	ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	1,903	54	17	8	2 096
HAUTE-SAÔNE	2 332	51	16	8	2 252	HAUTES-ALPES	1,800	65	19	9	1 949
TERRITOIRE DE BELFORT	539	20	7	4	466	ALPES-MARITIMES	11,131	46	13	8	7 713
HAUTE-NORMANDIE	10 622	31	11	6	10 437	BOUCHES-DU-RHÔNE	17,762	52	16	9	14 494
EURE	4 137	57	15	7	5 340	VAR	11,478	48	16	8	11 957
SEINE-MARITIME	6 485	24	9	5	5 585	VAUCLUSE	3,935	42	13	6	4 399
ILE-DE-FRANCE	58 113	46	12	6	53 954	RHÔNE-ALPES	53,948	49	16	8	55 698
PARIS	5 171	17	5	3	2 873	AIN	5,336	61	19	8	7 347
SEINE-ET-MARNE	7 412	64	16	7	10 627	ARDÈCHE	5,135	57	23	11	5 367
YVELINES	8 991	72	15	7	9 559	DRÔME	4,900	47	17	8	5 977
ESSONNE	8 065	76	17	8	9 287	ISÈRE	7,579	38	13	6	8 434
HAUTS-DE-SEINE	8 590	53	11	7	6 440	LOIRE	10,557	59	21	13	7 005
SEINE-SAINT-DENIS	4 955	29	10	5	4 838	RHÔNE	11,144	43	13	7	8 809
VAL-DE-MARNE	9 230	60	16	8	8 129	SAVOIE	3,309	38	15	7	4 085
VAL-D'OISE	5 699	47	14	6	7 059	HAUTE-SAVOIE	5,988	60	19	7	8 979

*Cap Retraite a choisi de estimer le besoin en nombre de lits en Ehpad à l'horizon 2040, sur la base de la moyenne de lits par personnes de plus de 80 ans en 2012.

(1) Les données régionales sont basées sur les moyennes de la région et ne constituent pas la somme des projections départementales. Source : Insee, Estimation de la population par département, sexe et âge quinquennal, 2012 • Insee, Omphale 2010 (projection de la population départementale et régionale à l'horizon 2040 réalisée avec le modèle Omphale 2010 selon le scénario central) • Cap Retraite 2013 • Finess Extaut 2012

» Médicalisation du parc de structures d'hébergement pour personnes âgées, par territoire

Nb de structures d'hébergement pour personnes âgées		Part des structures médicalisées par rapport aux structures non médicalisées	Nb de structures d'hébergement pour personnes âgées		Part des structures médicalisées par rapport aux structures non médicalisées
NATIONAL	10 329	76%	LANGUEDOC-ROUSSILLON	440	88%
ALSACE	268	80%	AUDE	61	90%
BAS-RHIN	152	84%	GARD	113	82%
HAUT-RHIN	116	73%	HÉRAULT	166	94%
AQUITAINE	683	76%	LOZÈRE	32	91%
DORDOGNE	93	76%	PYRÉNÉES-ORIENTALES	68	80%
GIRODNE	316	68%	LIMOUSIN	153	83%
LANDES	63	94%	CORRÈZE	60	82%
LOT-ET-GARONNE	78	76%	CREUSE	36	97%
PYRÉNÉES-ATLANTIQUES	133	89%	HAUTE-VIENNE	57	74%
AUVERGNE	267	88%	LORRAINE	393	73%
ALLIER	57	81%	MEURTHE-ET-MOSELLE	116	63%
CANTAL	48	94%	MEUSE	36	76%
HAUTE-LOIRE	55	93%	MOSSELLE	162	74%
PUY-DE-DÔME	107	87%	VOSGES	79	84%
BAASSE-NORMANDIE	330	73%	MIDI-PYRÉNÉES	565	84%
CALVADOS	141	69%	ARIÈGE	37	86%
MANCHE	114	77%	AVEYRON	82	89%
ORNE	75	73%	HAUTE-GARONNE	167	84%
BOURGOGNE	357	86%	GERS	44	88%
CÔTE-D'OR	98	88%	LOT	62	67%
NIÈVRE	45	89%	HAUTES-PYRÉNÉES	41	95%
SAÔNE-ET-LOIRE	134	76%	TARN	86	86%
YONNE	80	98%	TARN-ET-GARONNE	46	79%
BRETAGNE	609	81%	NORD-PAS-DE-CALAIS	576	69%
CÔTES-D'ARMOR	141	84%	NORD	368	74%
FINISTERE	139	89%	PAS-DE-CALAIS	208	61%
ILLE-ET-VILAINE	175	82%	PAYS DE LA LOIRE	773	81%
MORBBIAN	154	69%	LOIRE-ATLANTIQUE	224	88%
CENTRE	424	78%	MAINE-ET-LOIRE	178	74%
CHER	55	73%	MAYENNE	78	83%
EURE-ET-LOIR	60	78%	SARTHE	126	66%
INDRE	49	80%	VENDÉE	167	87%
INDRE-ET-LOIRE	100	72%	PICARDIE	269	76%
LOIR-ET-CHER	74	78%	AISNE	82	88%
LOIRET	86	86%	OISE	119	64%
CHAMPAGNE-ARDENNES	195	73%	SOMME	68	85%
ARDENNES	37	74%	POITOU-CHARENTES	447	82%
AUBE	54	80%	CHARENTE	89	89%
MARNE	74	66%	CHARENTE-MARITIME	152	86%
HAUTE-MARNE	30	78%	DEUX-SÈVRES	98	81%
FRANCHE-COMTÉ	179	79%	VIENNE	108	71%
DOUBS	62	80%	PACA	836	84%
JURA	64	81%	ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	40	90%
HAUTE-SAÔNE	39	76%	HAUTES-ALPES	36	90%
TERRITOIRE DE BELFORT	14	79%	ALPES-MARITIMES	216	88%
HAUTE-NORMANDIE	301	53%	BOUCHES-DU-RHÔNE	266	83%
EURE	76	66%	VAR	198	81%
SEINE-MARITIME	225	49%	VAUCLUSE	80	79%
ILE-DE-FRANCE	1 227	62%	RHÔNE-ALPES	1 037	72%
PARIS	212	35%	AIN	112	68%
SEINE-ET-MARNE	162	78%	ARDÈCHE	79	84%
YVELINES	154	71%	DRÔME	92	77%
ESSONNE	163	69%	ISÈRE	148	70%
HAUTS-DE-SEINE	175	67%	LOIRE	160	77%
SEINE-SAINT-DENIS	112	60%	RHÔNE	276	66%
VAL-DE-MARNE	133	54%	SAVOIE	79	73%
VAL-D'OISE	116	69%	RHÔNE	91	79%

Source : Cap Retraite 2013 • Fichier Finess - extrait 2012

» Possibilité de financement du séjour en Ehpad, par territoire

	Tarif héb. mensuel moyen en EHPAD*	Revenu moyen retraites et pensions	Ratio revenus moyen / Tarif Ehpad	Ecart revenu moyen / tarif Ehpad**
NATIONAL	1 769 €	1 617 €	106%	-152 €
ALSACE	1 647 €	1 685 €	98%	38 €
BAS-RHIN	1 586 €	1 680 €	94%	94 €
HAUT-RHIN	1 708 €	1 691 €	101%	-17 €
AQUITAINE	1 769 €	1 603 €	110%	-166 €
DORDOGNE	1 708 €	1 542 €	111%	-166 €
GIRONDE	1 891 €	1 689 €	112%	-202 €
LANDES	1 403 €	1 620 €	87%	217 €
LOT-ET-GARONNE	1 708 €	1 475 €	116%	-233 €
PYRÉNÉES-ATLANTIQUES	1 708 €	1 689 €	101%	-19 €
AUVERGNE	1 525 €	1 486 €	103%	-39 €
ALLIER	1 586 €	1 522 €	104%	-64 €
CANTAL	1 403 €	1 375 €	102%	-28 €
HAUTE-LOIRE	1 464 €	1 432 €	102%	-32 €
PUY-DE-DÔME	1 647 €	1 615 €	102%	-32 €
BASSE-NORMANDIE	1 708 €	1 546 €	110%	-162 €
CALVADOS	1 891 €	1 639 €	115%	-252 €
MANCHE	1 647 €	1 509 €	109%	-138 €
ORNE	1 586 €	1 489 €	106%	-97 €
BOURGOGNE	1 647 €	1 612 €	102%	-35 €
CÔTE-D'OR	1 830 €	1 696 €	108%	-134 €
NIÈVRE	1 647 €	1 573 €	105%	-74 €
SAÔNE-ET-LOIRE	1 586 €	1 561 €	102%	-25 €
YONNE	1 647 €	1 617 €	102%	-30 €
BRETAGNE	1 586 €	1 603 €	99%	17 €
CÔTES-D'ARMOR	1 525 €	1 580 €	96%	55 €
FINISTÈRE	1 464 €	1 600 €	92%	136 €
ILLE-ET-VILAINNE	1 708 €	1 606 €	106%	-102 €
MORBBIAN	1 586 €	1 626 €	98%	40 €
CENTRE	1 769 €	1 649 €	107%	-120 €
CHER	1 647 €	1 605 €	103%	-42 €
EURE-ET-LOIR	1 769 €	1 669 €	106%	-100 €
INDRE	1 525 €	1 515 €	101%	-10 €
INDRE-ET-LOIRE	1 830 €	1 693 €	108%	-137 €
LOIR-ET-CHER	1 708 €	1 670 €	102%	-38 €
LOIRET	1 830 €	1 744 €	105%	-86 €
CHAMPAGNE-ARDENNES	1 708 €	1 527 €	112%	-181 €
ARDENNES	1 586 €	1 459 €	109%	-127 €
AUBE	1 708 €	1 555 €	110%	-153 €
MARNE	1 830 €	1 617 €	113%	-213 €
HAUTE-MARNE	1 525 €	1 479 €	103%	-46 €
FRANCHE-COMTÉ	1 647 €	1 571 €	105%	-76 €
DOUBS	1 769 €	1 601 €	110%	-168 €
JURA	1 586 €	1 575 €	101%	-11 €
HAUTE-SAÔNE	1 525 €	1 483 €	103%	-42 €
TERRITOIRE DE BELFORT	1 830 €	1 626 €	113%	-204 €
HAUTE-NORMANDIE	1 830 €	1 643 €	111%	-187 €
EURE	1 891 €	1 653 €	114%	-238 €
SEINE-MARITIME	1 769 €	1 633 €	108%	-136 €
ILE-DE-FRANCE	2 501 €	2 002 €	125%	-499 €
PARIS	3 294 €	2 227 €	148%	-1,067 €
SEINE-ET-MARNE	2 257 €	1 823 €	124%	-434 €
YVELINES	2 562 €	2 273 €	113%	-289 €
ESSONNE	2 257 €	2 080 €	109%	-177 €
HAUTS-DE-SEINE	2 806 €	2 242 €	125%	-564 €
SEINE-SAINT-DENIS	2 440 €	1 582 €	154%	-858 €
VAL-DE-MARNE	2 318 €	1 929 €	120%	-389 €
VAL-D'OISE	2 318 €	1 861 €	125%	-457 €

	Tarif héb. mensuel moyen en EHPAD*	Revenu moyen retraites et pensions	Ratio revenus moyen / Tarif Ehpad	Ecart revenu moyen / tarif Ehpad**
LANGUEDOC-ROUSSILLON	1 708 €	1 557 €	110%	-151 €
AUDE	1 586 €	1 522 €	104%	-64 €
GARD	1 708 €	1 573 €	109%	-135 €
HÉRAULT	1 891 €	1 666 €	114%	-225 €
LOZÈRE	1 403 €	1 424 €	99%	21 €
PYRÉNÉES-ORIENTALES	1 769 €	1 601 €	110%	-168 €
LIMOUSIN	1 586 €	1 519 €	104%	-67 €
CORRÈZE	1 647 €	1 552 €	106%	-95 €
CREUSE	1 586 €	1 390 €	114%	-196 €
HAUTE-VIENNE	1 586 €	1 617 €	98%	31 €
LORRAINE	1 525 €	1 534 €	99%	9 €
MEURTHE-ET-MOSSELLE	1 586 €	1 610 €	99%	24 €
MEUSE	1 342 €	1 471 €	91%	129 €
MOSSELLE	1 647 €	1 533 €	107%	-114 €
VOSGES	1 403 €	1 521 €	92%	118 €
MIDI-PYRÉNÉES	1 647 €	1 526 €	108%	-121 €
ARIÈGE	1 647 €	1 513 €	109%	-134 €
AVEYRON	1 403 €	1 446 €	97%	43 €
HAUTE-GARONNE	1 891 €	1 714 €	110%	-177 €
GERS	1 586 €	1 434 €	111%	-152 €
LOT	1 464 €	1 607 €	91%	143 €
HAUTES-PYRÉNÉES	1 586 €	1 534 €	103%	-52 €
TARN	1 769 €	1 505 €	118%	-264 €
TARN-ET-GARONNE	1 647 €	1 453 €	113%	-194 €
NORD-PAS-DE-CALAIS	1 830 €	1 475 €	124%	-355 €
NORD	1 830 €	1 516 €	121%	-314 €
PAS-DE-CALAIS	1 769 €	1 435 €	123%	-334 €
PAYS DE LA LOIRE	1 525 €	1 580 €	97%	55 €
LOIRE-ATLANTIQUE	1 586 €	1 679 €	94%	93 €
MAINE-ET-LOIRE	1 586 €	1 565 €	101%	-21 €
MAYENNE	1 525 €	1 463 €	104%	-62 €
SARTHE	1 647 €	1 612 €	102%	-35 €
VENDÉE	1 342 €	1 579 €	85%	237 €
PICARDIE	1 769 €	1 563 €	113%	-206 €
AISNE	1 830 €	1 505 €	122%	-325 €
OISE	1 891 €	1 671 €	113%	-220 €
SOMME	1 525 €	1 515 €	101%	-10 €
POITOU-CHARENTES	1 708 €	1 565 €	109%	-143 €
CHARENTE	1 586 €	1 525 €	104%	-61 €
CHARENTE-MARITIME	1 891 €	1 673 €	113%	-218 €
DEUX-SÈVRES	1 464 €	1 496 €	98%	32 €
VIENNE	1 830 €	1 565 €	117%	-265 €
PACA	2 074 €	1 641 €	126%	-433 €
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	1 708 €	1 603 €	107%	-105 €
HAUTES-ALPES	1 708 €	1 611 €	106%	-97 €
ALPES-MARITIMES	2 257 €	1 701 €	133%	-556 €
BOUCHES-DU-RHÔNE	2 135 €	1 625 €	131%	-510 €
VAR	2 013 €	1 754 €	115%	-259 €
VAUCLUSE	1 891 €	1 552 €	122%	-339 €
RHÔNE-ALPES	1 769 €	1 658 €	107%	-111 €
AIN	1 769 €	1 684 €	105%	-85 €
ARDÈCHE	1 525 €	1 550 €	98%	25 €
DRÔME	1 769 €	1 605 €	110%	-164 €
ISÈRE	1 769 €	1 683 €	105%	-86 €
LOIRE	1 464 €	1 561 €	94%	97 €
RHÔNE	2 013 €	1 794 €	112%	-219 €
SAVOIE	1 708 €	1 669 €	102%	-39 €
HAUTE-SAVOIE	1 891 €	1 717 €	110%	-174 €

* Statut public, associatif et privé confondu

** Il manque 102,05 € par foyer de retraité en France, une fois la totalité des revenus attribués au financement du séjour en Ehpad.

» Exemple de fiches régionales

OBSERVATOIRE CAP RETRAITE 2014
La France face à la pénurie de maisons de retraite
Situation actuelle et à venir

Statistiques de la région Ile-de-France

Evolution démographique des 80 ans et plus entre 2012 et 2040

En Ile-de-France, une augmentation de 93% est attendue pour atteindre les 933 185 personnes âgées.

Année	Population (en personnes)
2012	483 909
2040	933 185

Augmentation de 94% des 80 ans et plus estimée en 2040.

Accueil des 80 ans et plus en Ehpad en 2012 et en 2040

D'ici 2040, il faudrait créer 53 954 lits dans ce département pour conserver le ratio actuel de 12 lits pour 100 personnes.

Année	Lits (en personnes)
Existant en 2012	58 113
A créer d'ici 2040	53 954

16 lits pour 100 personnes de 80 ans et plus en 2012.

Méicalisation des structures d'hébergement

En Ile-de-France, la part des structures d'hébergement médicalisées par rapport aux structures non médicalisées est de 62 % avec 58 113 lits.

Type de structure	Pourcentage
Médicalisées	62%
Non médicalisées	38%

76% des établissements d'hébergement sont médicalisés

Tarif et Capacité de financement, du séjour en Ehpad

En Ile-de-France, un foyer de retraités attribue 123% de ses revenus au financement d'un séjour en Ehpad*.

Paramètre	Valeur (en €)
Tarif	2 501 €
Budget	2 033 €

. Le tarif d'hébergement mensuel moyen est de 1769 € . Un foyer de retraité, alloue 106% de ses revenus au financement d'un séjour en Ehpad

Donnée nationale

Etat de la région par rapport aux moyennes nationales

Métrique	Moyenne Nationale	Moyenne Régionale
Augmentation des + 80 ans	+	+
Part des structures médicalisées	-	+
Offre de lits en Ehpad	-	+
Capacité Financement des foyers	-	+

Premier Service de Conseil et d'Orientation en Maisons de Retraite
91, rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 Paris | Tél. : 0800 891 491 | Fax : 01 53 01 36 39
info@capretraite.fr | www.capretraite.fr | SARL au Capital de 7623 Euros - RCS Paris B 408 760 023

Sources :

- Insee, Estimation de la population par département, sexe et âge quinquennal, 2012
- Insee, Omphale 2010 (projection de la population réalisée avec le modèle Omphale 2010 selon le scenario central)
- Finess 2012
- Cap Retraite 2013
- DREES, Bénéficiaires de l'APA : données 2011 (nouvelle série)
- DGI, Direction Générale des Impôts, IRCOM 2011

* statut privé, associatif et public confondu

Scannez le code ci-dessous pour retrouver toutes les fiches détaillées par région et département ou rendez-vous sur:
www.capretraite.fr/observatoire



» Exemple de fiches départementales

OBSERVATOIRE CAP RETRAITE 2014
La France face à la pénurie de maisons de retraite
Situation actuelle et à venir

Statistiques du département NORD (59)

Evolution démographique des 80 ans et plus entre 2012 et 2040

Dans le NORD, une augmentation de 86% est attendue pour atteindre les 212 946 personnes âgées.

Année	Population (en personnes)
2012	114,537
2040	212,946

Augmentation de 94% des 80 ans et plus estimée en 2040.

Accueil des 80 ans et plus en Ehpad en 2012 et en 2040

Dès 2040, il faudrait créer 12 450 lits dans ce département pour conserver le ratio actuel de 13 lits pour 100 personnes.

Catégorie	Nombre de lits (en personnes)
Existant en 2012	14,490
A créer d'ici 2040	12,450

16 lits pour 100 personnes de 80 ans et plus en 2012.

Méicalisation des structures d'hébergement

Dans le NORD, la part des structures d'hébergement médicalisées par rapport aux structures non médicalisées est de 74 % avec 14 490 lits.

Type de structure	Pourcentage
Médicalisées	74%
Non médicalisées	26%

76% des établissements d'hébergement sont médicalisés

Tarif et Capacité de financement, du séjour en Ehpad

Dans le NORD, un foyer de retraités attribue 121% de ses revenus au financement d'un séjour en Ehpad *.

Paramètre	Valeur (en €)
Tarif EHPAD	1,830 €
Revenus	1,516 €

* Le tarif d'hébergement mensuel moyen est de 1769 € . Un foyer de retraité, alloue 106% de ses revenus au financement d'un séjour en Ehpad

Sources

- Insee, Estimation de la population par département, sexe et âge quinquennal, 2012
- Insee, Omphale 2010 (projection de la population réalisée avec le modèle Omphale 2010 selon le scenario central)
- Finess 2012 / Cap Retraite 2013
- DRESS, Bénéficiaires de l'APA : données 2011 (nouvelle série) / DGI, Direction Générale des Impôts, IRCCOM 2011

Données nationales

Premier Service de Conseil et d'Orientation en Maisons de Retraite
91, rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 Paris | Tél. : 0800 891 491 | Fax : 01 53 01 36 39
info@capretraite.fr | www.capretraite.fr | SARL au Capital de 7623 Euros - RCS Paris B 408 760 023

La France face à la pénurie de maisons de retraite

25

Méthodologie et sources

» Objectifs de l'étude

- Analyser l'état du parc de maisons de retraite et de sa structure en fonction des besoins actuels et futurs.
- Analyser la prise en charge des personnes âgées en perte d'autonomie en structure d'hébergement médicalisée par territoire, département ou région, en croisant l'offre de structures à la demande sur 4 thématiques : démographie, offre de lits en Ehpad, médicalisation des structures, capacité de financement des foyers de retraités.
- Apporter réflexion et pistes d'actions, face au manque de lits en maisons de retraite en France.

» Moyens et méthodologie

Étude basée sur 7 661 Ehpad de statut privé, associatif et public, et Usld.

10 329 établissements d'hébergements pour personnes âgées au total.

Données récoltées via :

- Fichier National des Établissements Sanitaires et Sociaux (FINESS) 2012
- Référentiel Résidence de Cap Retraite, données collectées entre les mois d'octobre 2012 et d'août 2013 par les équipes de Cap Retraite, par téléphone, questionnaires mail et fax.

Cap Retraite a ensuite effectué un comparatif de ces données par territoire, régions et départements, afin de procéder à l'analyse souhaitée. Un classement des 3 régions et des 5 départements les mieux et les moins bien équipés est élaboré dans le cadre de chaque thématique.

Parallèlement, les données sont consultables pour chaque département et chaque région de France en annexe de l'étude sous forme de tableau. Pour visualiser l'ensemble de ces résultats par département ou région, les données sont également disponibles sous forme de cartes interactives sur notre site internet : www.capretraite.fr/observatoire

» Sources

- INSEE, Estimation de la population par département, sexe et âge quinquennal, 2012
- INSEE, Omphale 2010 (projection de la population départementale et régionale à l'horizon 2040 réalisée avec le modèle Omphale 2010 selon le scenario central)
- DRESS, Bénéficiaires de l'APA : données 2011 (nouvelle série)
- DREES, données FINESS et données enquête EHPA 2011 corrigées par les ARS
- DGI, Direction Générale des Impôts, IRCOM 2011

Ces sources sont citées à chaque utilisation, tout au long de l'étude.

Étude réalisée par Cap Retraite, sur la base de sources internes et externes. Ce document comporte des données factuelles et des informations relevant d'une analyse interne de Cap Retraite. L'ensemble des informations contenues ne peut, ni ne doit, servir de support à des décisions sans validation par les professionnels ad hoc.

Cap Retraite, 1^{er} service de conseil et d'orientation en maison de retraite au capital de 7 623 euros, siren 408 760 023 000 49.

2^eme édition Février 2014 © Janvier 2014 CAP RETRAITE S.A.R.L

Imprimé en France.

Conception - Réalisation: Direction Communication Cap Retraite - Janvier 2014

Crédits photos: shutterstock.com

Cap Retraite, 91 rue du Faubourg Saint Honoré 75008 Paris • SARL au capital de 7623 Euros - RCS Paris B 408 760 023 • N° Vert 0800 891 491 • www.capretraite.fr

A propos de Cap Retraite

Fondé en 1994 et leader du marché en France, Cap Retraite conseille les familles et les professionnels qui les accompagnent dans la recherche d'une place disponible dans un établissement d'hébergement adapté à leur proche en perte d'autonomie. En 20 ans d'expérience, 685 000 familles ont été conseillées. Cap Retraite collabore avec près de 1 000 résidences et propose différents modes d'hébergement: Ehpad, EHPA, foyers-logements, résidences services... en court, moyen ou long séjour correspondant au niveau de perte d'autonomie. Cap Retraite est accessible à tous et offre un service entièrement gratuit. Pour en savoir plus: www.capretraite.fr.

*Scannez le code ci-contre pour
retrouver ce guide sur internet
ou rendez-vous sur:
www.capretraite.fr/observatoire*



www.capretraite.fr

► N° Vert 0800 891 491

